

**ARRETE DU MAIRE****N°63-2022****D'opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest****Le maire de Soucieu-en-Jarrest,**

**Vu** la déclaration préalable présentée le 11/10/2022 par Le Jardin d'Eglantine représentée par Mme Pascale BERNIER demeurant D36E 69510 SOUCIEU-EN-JARREST enregistrée DP 069 176 22 00087,

**Vu** l'objet de la déclaration :

- Pour la construction d'abri de jardin destiné à la vente et à l'accueil de groupes, et la création de stationnement ;
- sur la parcelle AK0116 située D36E à SOUCIEU-EN-JARREST ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

**Vu** que dans la zone A, les demandes de construction à usage agricole doivent être accompagnée d'un protocole agricole avec fiche de renseignements et attestation de viabilité économique ;

**Vu** que les demandes de construction d'un lieu accueillant du public doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation spécifique (Cerfa 13824 : Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public ERP) ;

**Considérant** qu'aucun des documents précités n'est joint à la demande,

**Vu** la souhait de Mme BERNIER de modifier son projet pour un bâtiment plus grand ;

**Considérant** qu'il est impossible de déposer une demande de modification d'une déclaration préalable de travaux

**ARRÊTE****Article unique**

**Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.**

Fait à SOUCIEU EN JARREST,

Le **10 NOV. 2022**

Le Maire,  
Arnaud SAVOIE



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.